

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Dimanche, 7 juillet 1918.

N^o 38.

Sonntag, 7. Juli 1918.

Arrêté du 6 juillet 1918, portant convocation
des collèges électoraux de tous les cantons.

LE MINISTRE D'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT;

Vu les art. 56, 74 et 114 de la Constitution;

Vu les déclarations publiées au *Mémorial*
du 14 juin 1918, portant qu'il y a lieu à la
revision des art. 32, 37, 52 et 75 de la Consti-
tution;

Vu les art. 80, 82, 93, 94, 95, 130, 184 et 187
de la loi électorale du 13 juillet 1913, modifiée
par celle du 3 avril 1918;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les collèges électoraux de tous les
cantons sont convoqués pour le dimanche,
28 juillet 1918, à huit heures du matin.

En cas de ballottage, celui-ci aura lieu le
dimanche, 4 août suivant, à huit heures du
matin, sans nouvelle convocation.

Art. 2. Les candidats devront poser leur
candidature et faire remise de leur déclaration
au moins cinq jours francs avant le jour du
scrutin, soit au plus tard le 22 juillet pro-
chain, avant 6 heures du soir.

Art. 2. MM. les présidents des tribunaux
d'arrondissement de Luxembourg et de Die-

Beschluß vom 6. Juli 1918, über die Einbe-
rufung der Wählerschaften sämtlicher Kan-
tone.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung;

Nach Einsicht der Art. 56, 74 und 114 der Ver-
fassung;

Nach Einsicht der im „*Mémorial*“ vom 14.
Juni 1918 veröffentlichten Erklärungen, gemäß
welchen zur Revision der Art. 32, 37, 52 und 75
der Verfassung geschritten werden soll;

Nach Einsicht der Art. 80, 82, 93, 94, 95, 130,
184 und 187 des Wahlgesetzes vom 13. Juli
1913, abgeändert durch dasjenige vom 3. April
1918;

Beschließt:

Art. 1. Die Wählerschaft sämtlicher Kantone
sind auf Sonntag, den 28. Juli 1918, um 8 Uhr
morgens einberufen.

Im Falle einer Stichwahl erfolgt dieselbe am
 darauffolgenden Sonntag, den 4. August, um
8 Uhr morgens, ohne neue Einberufung.

Art. 2. Die Kandidaten müssen ihre Kandida-
tur wenigstens fünf volle Tage vor dem Wahl-
tage, also spätestens am 22. Juli, um 6 Uhr
abends aufgestellt und ihre diesbezügliche Er-
klärung abgegeben haben.

Art. 2. Die H. H. Präsidenten der Bezirks-
gerichte zu Luxemburg und Diekirch, die

kirch, MM. les juges de paix et MM. les bourgmestres veilleront plus spécialement, chacun en ce qui le concerne, à l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 6 juillet 1918.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
L. KAUFFMAN.

Arrêté du 1^{er} juillet 1918, concernant la composition de la Commission pour l'examen de fin d'études aux cours techniques supérieurs annexés à l'école d'artisans de l'Etat.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA JUSTICE
ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE,

Vu l'art. 3 de l'arrêté du 22 juin 1918, portant règlement provisoire de l'examen de fin d'études aux cours techniques supérieurs, annexés à l'école d'artisans de l'Etat;

Arrête:

Art. 1^{er}. La session de l'examen de fin d'études aux cours techniques supérieurs annexés à l'école d'artisans, pour l'année scolaire 1917-1918, s'ouvrira le 27 juillet prochain.

Art. 2. Est nommé commissaire du Gouvernement pour cet examen, M. Albert Rodange, ingénieur en chef des travaux publics, à Luxembourg.

Art. 3. Sont nommés membres de la Commission chargée de procéder au dit examen:

a) membres effectifs: MM. Antoine Hirsch, directeur de l'école d'artisans, Eugène Ruppert, ingénieur, Romain Schroeder, directeur du service électrique de la ville de Luxembourg, Émile Oberlinkels, Albert Pfeiffer, ingénieurs, et Bernard Droit, professeur à l'école d'artisans, tous à Luxembourg;

Friedensrichter und die H. H. Bürgermeister werden des Näheren, soweit es einen jeden betrifft, für die Ausführung dieses Beschlusses, der ins „Memorial“ eingerückt werden soll, Sorge tragen.

Luxemburg, den 6. Juli 1918.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman.

Beschluß vom 1. Juli 1918, die Ernennung der Kommission für die Schlußprüfung an den technischen Oberkursen der Staatshandwerkerschule betreffend.

Der General-Direktor der Justiz und
des öffentlichen Unterrichts,

Nach Einsicht des Art. 3 des Beschlusses vom 22. Juni 1918, das provisorische Reglement über die Schlußprüfung an den technischen Oberkursen der Staatshandwerkerschule betreffend;

Beschließt:

Art. 1. Die Session für die Schlußprüfung des Schuljahres 1917—1918 an den technischen Oberkursen der Staatshandwerkerschule beginnt am 27. Juli künftig.

Art. 2. Zum Regierungskommissar für diese Prüfung ist ernannt: Hr. Albert Rodange, Oberingenieur, zu Luxemburg.

Art. 3. Zu Mitgliedern der Kommission sind ernannt:

a) wirkliche Mitglieder: die H. H. Anton Hirsch, Direktor der Staatshandwerkerschule, Eugen Ruppert, Ingenieur, Romain Schroeder, Direktor des Städtischen Elektrizitätsbetriebes, Emil Oberlinkels, Abt. Pfeiffer, Ingenieure, und Bernard Droit, Professor an der Handwerkerschule, zu Luxemburg;

b) membres suppléants: MM. Joseph Jerg, ingénieur à Luxembourg, et Félix Schejchen, ingénieur à Hollerich.

Art. 4. L'examen est fixé au lundi, 5 août, à 8 heures du matin.

Art. 5. Les demandes d'admission devront être présentées au Gouvernement avant le 27 juillet.

Art. 6. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*, et un exemplaire en sera transmis à chacun des membres de la Commission pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1918.

*Le Directeur général de la justice
et de l'instruction publique,*

L. MOUTRIER.

Arrêté du 1^{er} juillet 1918, concernant l'examen de fin d'études à l'école agricole d'Ettelbruck.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Vu l'art. 61 de l'arrêté r. g.-d. du 29 août 1883, portant règlement sur l'organisation de l'école agricole d'Ettelbruck;

Arrête:

Art. 1^{er}. Est nommé commissaire du Gouvernement et président de la Commission d'examen de fin d'études à l'école agricole d'Ettelbruck, pour l'année scolaire 1917-1918, M. Jos. Wagener, conseiller de Gouvernement.

Art. 2. Sont nommés membres de la même commission, MM. Nic. Kunnen, professeur honoraire et président de la Commission d'inspection de l'école agricole; Auguste Hermann, directeur de l'école agricole; J. P. Beiler, et Mathias Gillen, professeurs au même établissement.

b) Ergänzungsmitglieder: die H. H. Josef Jerg, Ingenieur zu Luxemburg, und Felix Schejchen, Ingenieur zu Hollerich.

Art. 4. Die Prüfung ist auf Montag, den 5. August, um 8 Uhr morgens festgesetzt.

Art. 5. Die Zulassungsgesuche müssen der Regierung vor dem 27. Juli zugegangen sein.

Art. 6. Gegentwärtiger Beschluß soll ins „Memorial“ eingerückt und je ein Exemplar den Mitgliedern vorbenannter Kommission als Ernennungsurkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 1. Juli 1918.

*Der General-Direktor der Justiz
und des öffentlichen Unterrichts,
L. Moutrier.*

Beschluß vom 1. Juli 1918, die Abgangsprüfung an der Ackerbauerschule in Ettelbrück betreffend.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Nach Einsicht des Art. 61 des Königl. Großh. Beschlusses vom 29. August 1883, das Reglement über die Einrichtung der Ackerbauerschule zu Ettelbrück betreffend;

Beschließt:

Art. 1. Zum Regierungskommissar und Präsidenten der Kommission für die am Schlusse des Schuljahres 1917-1918 an der Ackerbauerschule zu Ettelbrück abzuhaltenden Abgangsprüfung, ist Hr. Jos. Wagener, Regierungsrat, ernannt.

Art. 2. Zu Mitgliedern dieser Kommission sind ernannt: die H. H. Nic. Kunnen, Ehrenprofessor und Präsident der Aufsichtskommission der Ackerbauerschule; August Hermann, Direktor der Ackerbauerschule; J. P. Beiler und Mathias Gillen, Professoren an derselben Anstalt.

Art. 3. Sont nommés membres suppléants de la dite Commission, MM. Gustave Faber, directeur de l'école industrielle et commerciale, à Luxembourg, et membre de la Commission d'inspection de l'école agricole, et J.-N. Frommes professeur à l'école agricole.

Art. 4. L'épreuve écrite aura lieu les 27 et 29 juillet, et l'examen oral le 1^{er} août 1918.

Art. 5. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*, et un exemplaire en sera transmis à chacun des membres de la Commission pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 1^{er} juillet 1918

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.*

Avis. — Examen d'admission aux cours techniques supérieurs annexés à l'école d'artisans.

a) *Ecole préparatoire (1^{er} semestre).*

Sont admis à l'école préparatoire des cours techniques supérieurs:

1^o Les élèves des établissements d'enseignement moyen (gymnases et écoles industrielles et commerciales) qui ont subi l'examen de passage et qui, par un examen spécial, prouvent qu'ils possèdent les connaissances nécessaires dans la théorie des projections;

2^o les jeunes gens qui, après avoir travaillé pendant cinq ans dans l'industrie ou dans un atelier privé, se soumettent avec succès à un examen d'admission portant sur les branches suivantes: allemand, français, arithmétique, algèbre (équation du premier degré), dessin à main levée, dessin géométrique et théorie des projections.

L'examen d'admission à l'école préparatoire des cours techniques supérieurs aura lieu le vendredi, 27 septembre prochain, à 2 heures de relevée.

Art. 3. Zu stellvertretenden Mitgliedern sind ernannt: die H. H. Gustav Faber, Direktor der Industrie- und Handelsschule zu Luxemburg und Mitglied der Aufsichtskommission der Ackerbauschule, und J. N. Frommes, Professor an der Ackerbauschule.

Art. 4. Die schriftliche Prüfung findet am 27. und 29. Juli statt, und die mündliche, am 1. August 1918.

Art. 5. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Mémorial“ veröffentlicht und je ein Exemplar den Mitgliedern vorgenannter Kommission als Ernennungsurkunde zugestellt werden.

Luxemburg, den 1. Juli 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.

Bekanntmachung. — Aufnahmeprüfung für die technischen Oberkurse an der Handwerkererschule.

a) *Vorschule (1. Halbjahr).*

Zu die Vorschule der technischen Oberkurse werden aufgenommen:

1. Schüler der mittlern Lehranstalten (Gymnasien und Industrie- und Handelsschulen), welche die Übergangsprüfung abgelegt haben, und durch eine Sonderprüfung die nötigen Kenntnisse in der Projektionslehre nachweisen.

2. Junge Leute, die nach fünfjähriger Tätigkeit in der Industrie oder im Handwerk eine Aufnahmeprüfung in folgenden Fächern bestehen: Deutsch, Französisch, Rechnen, Algebra (Gleichung des 1. Grades), Freihandzeichnen, geometrisches Zeichnen und Projektionslehre.

Die Aufnahmeprüfung für die Vorschule zu den technischen Oberkursen findet am Freitag, den 27. September l., um 2 Uhr nachmittags statt.

b) *Cours spéciaux (3^e semestre).*

Sont admis aux cours spéciaux :

1^o Les élèves de l'école d'artisans, qui ont subi l'examen de fin d'études et qui justifient avoir travaillé pendant un an au moins dans un établissement industriel;

2^o Les élèves de l'école préparatoire qui ont fait au moins une année de pratique dans un atelier.

Pour être admis aux cours spéciaux, les candidats devront être âgés de 17 ans révolus et avoir obtenu comme moyenne au moins le chiffre 2, pour l'ensemble des branches pendant la dernière année d'études de l'école d'artisans, resp. à l'école préparatoire des cours techniques supérieurs. Les élèves de l'école d'artisans qui n'ont pas atteint cette moyenne ne pourront être admis qu'après deux années de travail pratique dans un atelier.

Avant le 27 septembre les récipiendaires adresseront à M. le directeur de l'école d'artisans, leur demande en admission, accompagnée d'un extrait de leur acte de naissance, d'un certificat de bonne conduite, ainsi que de leurs certificats d'études et d'apprentissage.

La demande indiquera l'adresse des parents ou du tuteur.

Luxembourg, le 29 juin 1918.

*Le Directeur général de la justice
et de l'instruction publique,
L. MOUTRIER.*

b) *Spezialkurse (3. Halbjahr).*

Zu die Spezialkurse werden aufgenommen:

1. Schüler der Handwerkerschule, welche die Abgangsprüfung abgelegt haben, und wenigstens ein Jahr Praxis in einem industriellen Betrieb nachweisen können;

2. Schüler, welche die Vorschule besucht und mindestens ein Jahr Praxis haben.

Um zu den Spezialkursen zugelassen zu werden, müssen die Kandidaten wenigstens 17 Jahre alt sein, und im letzten Studienjahr der Handwerkerschule, bezw. der Vorschule, im Durchschnitt mindestens die Note 2 für die Gesamtheit der Lehrfächer erhalten haben. Schüler der Handwerkerschule die diese Durchschnittsnote nicht erreichen, können nur nach einer mindestens zweijährigen Praxis aufgenommen werden.

Die Anmeldungen haben schriftlich, vor dem 27. September, bei dem Direktor der Anstalt zu erfolgen. Dem Aufnahmegefuche sind beizufügen: der Geburtschein, ein Führungsattest, sowie die Studien- und Lehrlingszeugnisse.

Zu den Aufnahmegefuchen ist die Adresse der Eltern oder des Vormundes anzugeben.

Luxemburg, den 29. Juni 1918.

*Der General-Direktor der Justiz
und des öffentlichen Unterrichts,
L. MOUTRIER.*

Berichtigung.

Der deutsche Text des Art. 2 des Beschlusses vom 29. Juni 1918, betreffend Abänderung des Ministerialbeschlusses vom 8. Juni 1918, sowie Festsetzung neuer Richtpreise für gewisse Gemüse und Obstarten (Memorial, S. 711), ist folgendermaßen zu berichtigen:

Art. 2. -- Vorläufig sind für nachstehend bezeichnete Gemüse Richtpreise festgesetzt, nämlich:

-
2. Frühlkohl, Fr. 0,30—0,40 pro ½ kg.;
3. Rotkohl, Fr. 0,30—0,35 pro ½ kg.;
.....

Arrêté du 4 juillet 1918, portant nouvelle fixation du taux d'intérêt des avances de la Caisse d'épargne aux caisses de crédit agricole et professionnel.

LE MINISTRE D'ÉTAT,
PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT,

Vu les art. 5 et 20 de la loi du 27 mars 1900 sur les caisses de crédit agricole et professionnel, l'art. 3 de l'arrêté ministériel du 20 juin 1902 et l'art. 1^{er} de l'arrêté ministériel du 23 octobre 1914;

Sur les avis conformes du Conseil d'administration et de la Direction de la Caisse d'épargne;

Arrête:

Art. 1^{er}. Par dérogation à l'art. 3 de l'arrêté susvisé du 20 juin 1902 et à l'art. 1^{er} de celui du 23 octobre 1914, le taux d'intérêt sur les avances à faire par la Caisse d'épargne aux caisses de crédit agricole et professionnel est fixé à 3,50 %; ce taux est applicable à partir du 1^{er} janvier 1918 tant aux sommes avancées depuis cette date aux caisses de crédit qu'aux soldes rédues par elles à la dite date.

Néanmoins les avances faites aux caisses de crédit sous l'empire de l'arrêté du 20 juin 1902 au taux de 3,30 % continueront de produire intérêt à ce taux jusqu'à l'échéance des prêts respectifs; à partir de cette échéance, les sommes rédues par les caisses de crédit du chef des dites avances porteront intérêt au nouveau taux de 3,50 %.

Art. 2. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 4 juillet 1918.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
L. KAUFFMAN.

Beschluß vom 4. Juli 1918, betreffend Neuregelung des Zinsfußes für die Vorschüsse der Sparkasse an die landwirtschaftlichen und gewerblichen Kreditkassen.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung;

Nach Einsicht der Art. 5 und 20 des Gesetzes vom 27. März 1900 über die landwirtschaftlichen und gewerblichen Kreditkassen, der Art. 3 des Ministerialbeschlusses vom 20. Juni 1902 und Art. 1 des Ministerialbeschlusses vom 23. Oktober 1914;

Auf die übereinstimmenden Gutachten des Verwaltungsrates und der Direktion der Sparkasse;

Beschließt:

Art. 1. In Abweichung von Art. 3 des Beschlusses vom 20. Juni 1902 und Art. 1 besjenigen vom 23. Oktober 1914 ist der Zinsfuß der den landwirtschaftlichen und gewerblichen Kreditkassen durch die Sparkasse künftighin zu gewährenden Vorschüsse auf 3,50 % festgesetzt; diesen Zinsfüße unterliegen vom 1. Januar 1918 ab sowohl die seit diesem Datum an die Kreditkassen gemachten Vorschüsse als die an demselben Datum durch diese Kassen noch geschuldeten Summen.

Die den Kreditkassen in Gemäßheit des Beschlusses vom 20. Juni 1902 gemachten Vorschüsse verzinsen sich weiterhin zu dem Zinsfüße von 3,30 %, und zwar bis zum Verfall der respektiven Darlehen; von diesem Verfalltage ab tragen die von den Kreditkassen geschuldeten Beträge ebenfalls Zinsen zu dem neuen Zinsfüße von 3,50 %.

Art. 2. Gegenwärtiger Beschluß soll ins „Mémorial“ eingerückt werden.

Luxemburg, den 4. Juli 1918.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman.

Arrêté du 26 juin 1918, portant répartition des subsides en faveur des écoles primaires supérieures pour l'année scolaire 1917-1918.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA JUSTICE
ET DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE;

Vu l'art. 234 du budget des dépenses de l'exercice 1918;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Arrête:

Art. 1^{er}. Les subsides suivants sont accordés, pour l'année 1918, en faveur de l'enseignement primaire supérieur, savoir:

- | | |
|--|-----------|
| 1. à la commune de Bettembourg, section chef-lieu (garçons)..... | fr. 1.600 |
| 2. à la même commune (filles) .. | » 1.000 |
| 3. à la ville de Differdange, section chef-lieu (garçons)..... | ' » 2.400 |
| 4. à la même ville, section chef-lieu (filles)..... | » 850 |
| 5. à la même ville, section de Niedercorn (filles) | » 850 |
| 6. à la ville de Dudelange (garçons) . | » 3.200 |
| 7. à la commune d'Eich (garçons)... | » 2.400 |
| 8. à la même commune (filles)..... | » 850 |
| 9. à la ville d'Echternach (filles).. | » 850 |
| 10. à la ville de Grevenmacher (garçons) | » 2.500 |
| 11. à la même ville (filles) | » 850 |
| 12. à la ville de Hollerich (garçons) . | » 2.500 |
| 13. à la même ville (filles) | » 850 |
| 14. à la commune de Kayl (garçons). | » 2.500 |
| 15. à la commune de Larochette (garçons) | » 2.700 |
| 16. à la ville de Luxembourg | » 3.100 |
| 17. à la commune de Mamer, section chef-lieu (garçons)..... | » 2.500 |
| 18. à la commune de Mersch, section chef-lieu (garçons)..... | » 2.500 |
| 19. à la commune de Pétange (garçons) | » 2.400 |

Beschluß vom 26. Juni 1918, die Verteilung der Subsidien zu Gunsten der Oberprimärschulen für das Schuljahr 1917/1918 betreffend.

Der General-Direktor der Justiz und
des öffentlichen Unterrichts;

Nach Einsicht des Art. 234 des Ausgabebudgets für 1918;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Beschließt:

Art. 1. Zu Gunsten der Oberprimärschulen werden fürs laufende Schuljahr nachstehende Subsidien bewilligt:

- | | |
|--|-----------|
| 1. der Gemeinde Bettemburg, Hauptsektion (Knaben)..... | Fr. 1.600 |
| 2. der Gem. Bettemburg (Mädchen) .. | " 1.000 |
| 3. der Stadt Differdingen, Hauptsektion (Knaben) | " 2.400 |
| 4. der Stadt Differdingen Hauptsektion (Mädchen) | " 850 |
| 5. der Stadt Differdingen, Sektion Niedercorn (Mädchen)..... | " 850 |
| 6. der Stadt Döbelfingen (Knaben) .. | " 3.200 |
| 7. der Gemeinde Eich (Knaben).... | " 2.400 |
| 8. der Gemeinde Eich (Mädchen)... | " 850 |
| 9. der Stadt Echternach (Mädchen).. | " 850 |
| 10. der Stadt Grevenmacher (Knaben)..... | " 2.500 |
| 11. der Stadt Grevenmacher (Mädchen)..... | " 850 |
| 12. der Stadt Hollerich (Knaben).... | " 2.500 |
| 13. der Stadt Hollerich (Mädchen) .. | " 850 |
| 14. der Gemeinde Kayl (Knaben).... | " 2.500 |
| 15. der Gemeinde Fels (Knaben) ... | " 2.700 |
| 16. der Stadt Luxemburg | " 3.100 |
| 17. der Gemeinde Mamer, Hauptsektion (Knaben) | " 2.500 |
| 18. der Gemeinde Mersch, Hauptsektion (Knaben) | " 2.500 |
| 19. der Gemeinde Pétange (Knaben)..... | " 2.400 |

20. à la commune de Redange, section chef-lieu (garçons)	» 2.500
21. à la ville de Remich (garçons) ..	» 2.500
22. à la même ville (filles)	» 850
23. à la commune de Rosport (garçons)	» 2.400
24. à la ville de Rumelange (garçons) ..	» 2.400
25. à la même ville (filles)	» 850
26. à la commune de Troisvierges (garçons)	» 2.700
27. à la ville de Vianden (garçons) ..	» 2.700
28. à la ville de Wiltz (garçons) ..	» 2.700
29. à la commune de Wormeldange (garçons)	» 2.400

Art. 2. Ces subsides seront liquidés au profit du collège des bourgmestre et échevins des communes intéressées par imputation sur le crédit figurant à l'art. 234 du budget des dépenses de l'État pour l'exercice 1918.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 26 juin 1918.

*Le Directeur général de la justice
et de l'instruction publique,*

L. MOUTRIER.

Avis. — Syndicats agricoles.

Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, l'association pour la production de force électrique dans l'intérêt de l'exploitation agricole dite « Centrale électrique de Lintgen », a déposé au secrétariat communal de Lintgen l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les noms, professions et domiciles des administrateurs et de tous les associés.

Luxembourg, le 5 juillet, 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

J. FABER.

20. der Gemeinde Redingen, Hauptsektion (Knaben)	» 2.500
21. der Stadt Remich (Knaben).....	» 2.500
22. der Stadt Remich (Mädchen) ..	» 850
23. der Gemeinde Rosport (Knaben).....	» 2.400
24. der Stadt Rumelangen (Knaben).....	» 2.400
25. der Stadt Rumelangen (Mädchen) ..	» 850
26. der Gemeinde Wiflingen (Knaben) ..	» 2.700
27. der Stadt Vianden (Knaben)....	» 2.700
28. der Stadt Wiltz (Knaben)	» 2.700
29. der Gemeinde Wormeldingen (Knaben)	» 2.400

Art. 2. Diese Subsidien werden auf Art. 234 des Ausgabebudgets von 1918 zu Gunsten des Schöffenskollegiums der betreffenden Gemeinden liquidiert.

Art. 3. Gegenwärtiger Beschluß soll im „Memorial“ veröffentlicht werden.

Luxemburg, den 26. Juni 1918.

Der General-Direktor der Justiz
und des öffentlichen Unterrichts,
L. MOUTRIER.

Bekanntmachung. — Landwirtschaftliche Genossenschaften.

Gemäß Art. 2 des Gesetzes vom 27. März 1900 hat die Genossenschaft für Erzeugung von elektrischer Kraft im Interesse der Landwirtschaft, benannt „Elektrizitäts-Werk Lintgen“, auf dem Gemeindefekretariate von Lintgen ein Duplikat der gehörig einregistrierten Privaturkunde betreffs des Genossenschaftsaktes nebst einem Verzeichnis hinterlegt, das Namen, Stand und Wohnort der Verwaltungsräte, sowie sämtlicher Mitglieder angibt.

Luxemburg, den 5. Juli 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. F A B E R.

Arrêté grand-ducal du 5 juillet 1918, concernant la fabrication de vin de certains fruits.

Nous MARIE-ADELAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Revu l'arrêté grand-ducal du 8 juin 1918, concernant le régime de certains fruits;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'art. 3 de l'arrêté grand-ducal du 8 juin 1918 prévu est complété par la disposition suivante: « Est également interdite la fabrication, en vue de la cession à des tiers, de vins à l'aide de groseilles rouges, blanches et noires, myrtils, mûrons (mûres de ronces) et framboises; la vente et le transport de vins fabriqués au moyen de ces fruits en quantités de plus de cinq litres sont interdits, sauf autorisation spéciale de la commission pour l'utilisation des fruits.

« Un droit de préemption sur les marmelades, les sirops et les vins fabriqués au moyen des fruits spécifiés au présent article compète à la commission pour l'utilisation des fruits à des prix à fixer, en cas de désaccord, par des experts qui seront désignés par le Directeur général du ressort. »

Art. 2. L'art. 5 de l'arrêté grand-ducal du 8 juin 1918 prévu est complété par la disposition suivante: « Sera puni des peines prévues à l'article 1^{er} quiconque refusera ou omettra

Großh. Beschluß vom 5. Juli 1918, betreffend die Herstellung von Wein aus gewissen Obstarten.

Wir Maria Adelheid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 8. Juni 1918, betreffend das Regim gewisser Obstarten;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Art. 3 des vorerwähnten Großh. Beschlusses vom 8. Juni 1918 ist durch folgende Bestimmung ergänzt: „Desgleichen ist die Herstellung, zwecks Verkaufs an Dritte, von Wein aus roten, weißen, und schwarzen Johannisbeeren, Heidelbeeren, Brombeeren und Himbeeren untersagt; der Verkauf und der Transport von aus genannten Früchten hergestelltem Wein in Mengen von mehr als 5 Liter sind untersagt, vorbehaltlich besonderer Ermächtigung der Verwertungskommission für Obst.

„Der Verwertungskommission für Obst steht das Vorkaufsrecht auf die aus den genannten Fruchtarten hergestellten Marmeladen, Süße und Wein zu, zu Preisen, die im Falle von Uneinigkeit durch vom zuständigen General-Direktor zu ernennende Sachverständige festgesetzt werden.“

Art. 2. Art. 5 des vorerwähnten Großh. Beschlusses vom 8. Juni 1918 wird durch folgende Bestimmung ergänzt: „Wer sich weigert, oder es unterläßt, der Obstverwertungskommission

de céder à la commission pour l'utilisation des fruits les produits sur lesquels celle-ci a fait valoir son droit de préemption; en outre l'expropriation sera ordonnée par le Directeur général du ressort aux frais de l'exproprié.»

Art. 3. Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour même de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 juillet 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*

J. FABER

Arrêté grand-ducal du 5 juillet 1918, concernant le régime du vinaigre.

Nous MARIE-ADÉLAÏDE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'arrêté grand-ducal du 8 août 1917, concernant l'utilisation de la récolte des fruits de 1917, dans l'intérêt de l'alimentation du pays;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. La fabrication de vinaigre en vue de la vente est défendue sans autorisation spéciale de la Commission instituée pour l'utilisation des fruits.

die Produkte, für welche diese ihr Vorkaufsrecht geltend gemacht hat, abzutreten, wird mit den in Absatz 1 vorzusehenden Strafen bestraft; außerdem wird die Enteignung durch den zuständigen General-Direktor auf Kosten des Enteigneten angeordnet."

Art. 3. Unser General-Direktor des Ackerbaus, der Industrie und des Handels ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt, der am Tage seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft tritt.

Luxemburg, den 5. Juli 1918.

Maria Adelhaid.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. F a b e r.*

Großh. Beschluß vom 5. Juli 1918, betreffend das Regim des Essigs.

Wir Maria Adelhaid, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 8. August 1917, betreffend die Verwertung der Obsterte des Jahres 1917 im Interesse der Volksernährung;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Haben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Die Herstellung von Essig zwecks Verkauf ohne besondere Ermächtigung der Obsterwertungskommission ist verboten.

Sont également défendus la vente, l'achat et le transport de vinaigre en quantités dépassant cinq litres.

Art. 2. La Commission des fruits est autorisée à exercer le droit de préemption sur tous les stocks de vinaigre qui se trouvent dans le pays et sur les quantités de vinaigre qui seront fabriquées ou importées dans le pays, moyennant paiement d'un prix équitable, eu égard aux prix maxima en vigueur, pour autant que les stocks excèdent les besoins des détenteurs. En cas de refus de cession amiable, les quantités de vinaigre détenues pourront être expropriées.

Art. 3. Les infractions et tentatives d'infraction aux dispositions du présent arrêté seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 à 3000 fr., ou d'une de ces peines.

La confiscation de l'objet de l'infraction sera ordonnée.

Art. 4. Le présent arrêté entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 juillet 1918.

MARIE ADÉLAÏDE.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.*

Arrêté du 5 juillet 1918, portant fixation du prix maximum de vente du vinaigre et de l'esprit de vinaigre.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Vu la loi du 28 novembre 1914, concernant la fixation du prix maximum de vente des objets de première nécessité;

Vu l'arrêté grand-ducal du 5 juillet 1918, concernant le régime du vinaigre;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Desgleichen sind verboten Verkauf, Ankauf und Transport von Essig in Mengen von mehr als 5 Liter.

Art. 2. Die Obstverwertungskommission ist ermächtigt, auf alle im Inland vorhandenen Essigvorräte und auf alle noch herzustellenden oder einzuführenden Essigmengen gegen Zahlung eines angemessenen Preises unter Berücksichtigung der bestehenden Höchstpreise, das Vorkaufrecht auszuüben, soweit die Vorräte die Bedürfnisse der Inhaber übersteigen. Wird die gutwillige Abgabe verweigert, so können die zurückgehaltenen Essigmengen enteignet werden.

Art. 3. Zuwiderhandlungen und Versuche von Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Beschlusses werden mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr., oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Die Einziehung des Gegenstandes der Zuwiderhandlung wird angeordnet.

Art. 4. Dieser Beschluss tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Mémorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 5. Juli 1918.

Marie Adélaïde.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.

Beschluss vom 5. Juli 1918, wodurch der Höchstverkaufspreis des Essigs und des Essigsprits festgesetzt wird.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 28. November 1914, betreffend Festsetzung von Höchstverkaufspreisen für Bedarfsgegenstände;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 6. Juli 1918, betreffend das Regime des Essigs;

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Arrête.

Art. 1^{er}. Les prix maxima de vente des différentes espèces de vinaigre sont fixés comme suit :

A. *Vinaigre à ferments :*

1^o. pour les vinaigres de table à base de pommes, poires ou raisins :

a) de 2 % et plus d'acide acétique, à fr. 35 l'hectolitre pour le commerce en gros et fr. 0,50 le litre pour le commerce en détail ;

b) de 3 à 3½ % d'acide acétique, à fr. 80 l'hectolitre pour le commerce en gros et à fr. 1,00 le litre pour le commerce en détail ;

2^o pour toute autre espèce de vinaigre à ferments :

a) de 2% d'acide acétique, à fr. 30 l'hectolitre pour le commerce en gros, et à fr. 0,40 le litre pour le commerce en détail ;

b) de 3 à 3½ % d'acide acétique, à fr. 50 l'hectolitre pour le commerce en gros et à fr. 0,75 le litre pour le commerce en détail.

B. *Vinaigre à base d'esprit de bois.*

a) de 3½ % et plus d'acide acétique, à fr. 45 l'hectolitre pour le commerce en gros et à fr. 0,60 le litre pour le commerce en détail ;

b) de 5 % et plus d'acide acétique, à fr. 50 l'hectolitre pour le commerce en gros et à fr. 0,65 le litre pour le commerce en détail ;

c) de 6 % et plus d'acide acétique, à fr. 60 l'hectolitre pour le commerce en gros, et à fr. 0,75 le litre pour le commerce en détail ;

d) de 7 % et plus d'acide acétique, à fr. 65 l'hectolitre pour le commerce en gros, et à fr. 0,80 le litre pour le commerce en détail ;

e) de 8 % et plus d'acide acétique, à fr. 70 l'hectolitre pour le commerce en gros et à fr. 0,90 le litre pour le commerce en détail ;

f) de 9 % et plus d'acide acétique, à fr. 75 l'hectolitre pour le commerce en gros, et à fr. 0,95 le litre pour le commerce en détail ;

g) de 10 % d'acide acétique, à fr. 80 l'hec-

Beschießt:

Art. 1. Die Höchstverkaufspreise der verschiedenen Essigarten sind festgesetzt wie folgt:

A. *Gährungsessig.*

1. Für Tafelessig aus Äpfeln, Birnen oder Trauben bereitet:

a) mit 2 % und mehr Essigsäure, auf 35 Fr. das Hektoliter im Großhandel und auf 0,50 Fr. das Liter im Kleinhandel ;

b) mit 3 bis 3½ % Essigsäure, auf 80 Fr. das Hektoliter im Großhandel und auf 1 Fr. das Liter im Kleinhandel.

2. Für alle anderen Sorten von Gärungsessig:

a) mit 2 % Essigsäure, auf 30 Fr. das Hektoliter im Großhandel, und auf 0,40 Fr. das Liter im Kleinhandel ;

b) mit 3 bis 3½ % Essigsäure, auf 50 Fr. das Hektoliter im Großhandel und auf 0,75 Fr. das Liter im Kleinhandel.

B. *Holzessig.*

a) mit 3½ % und mehr Essigsäure, auf 45 Fr. das Hektoliter im Großhandel und auf 0,60 Fr. das Liter im Kleinhandel ;

b) mit 5 % und mehr Essigsäure, auf 50 Fr. das Hektoliter im Großhandel und auf 0,65 Fr. das Liter im Kleinhandel ;

c) mit 6 % und mehr Essigsäure, auf 60 Fr. das Hektoliter im Großhandel und auf 0,75 Fr. das Liter im Kleinhandel ;

d) mit 7 % und mehr Essigsäure, auf 65 Fr. das Hektoliter im Großhandel und auf 0,80 Fr. das Liter im Kleinhandel ;

e) mit 8 % und mehr Essigsäure, auf 70 Fr. das Hektoliter im Großhandel und auf 0,90 Fr. das Liter im Kleinhandel ;

f) mit 9 % und mehr Essigsäure, auf 75 Fr. das Hektoliter im Großhandel und auf 0,95 Fr. das Liter im Kleinhandel ;

g) mit 10 % Essigsäure, auf 80 Fr. das Hecto-

tolitre pour le commerce en gros, et à fr. 1,00 le litre pour le commerce en détail.

Pour les vinaigres à base d'esprit de bois supérieur à 10 %, le prix d'engros est de fr. 0,08, et le prix de détail de 0,10 par degré et par litre.

Art. 2. Les prix d'engros comprennent les frais de transport de la marchandise rendue en gare de destination. Ils s'appliquent à partir de 50 litres.

Les récipients sont à fournir par l'acheteur.

Art. 3. La vente de vinaigre à ferments d'un degré inférieur à 2 % et de vinaigre à base d'esprit de bois inférieur à 3½ % est prohibée.

Art. 4. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues à l'art. 4 de la loi du 28 novembre 1914 prévu.

Art. 5. Le présent arrêté entrera en vigueur le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 juillet 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*
J. FABER.

Arrêté grand-ducal du 5 juillet 1918, concernant l'aliénation et le transport de produits provenant d'abatages privés.

Nous **MARIE-ADÉLAÏDE**, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.;

Vu la loi du 15 mars 1915, conférant au Gouvernement les pouvoirs nécessaires aux fins de sauvegarder les intérêts économiques du pays durant la guerre;

Vu l'arrêté grand-ducal du 12 novembre 1916, réglementant les abatages privés;

Vu l'art. 27 de la loi du 16 janvier 1866, sur l'organisation du Conseil d'État, et considérant qu'il y a urgence;

liter im Großhandel und auf 1 Fr. das Liter im Einzelhandel.

Für die Holzessigsorten mit mehr als 10 % Essigsäure beträgt der Großhandelspreis 0,08 Fr. und der Einzelhandelspreis 0,10 Fr. pro Grad und pro Liter.

Art. 2. Die Großhandelspreise verstehen sich für Lieferung der Ware frei nach der Bestimmungstation. Sie finden Anwendung bei Mengen von 50 Liter an.

Die Behälter sind vom Ankäufer zu stellen.

Art. 3. Der Verkauf von Gärungseffig mit weniger als 2 % Essigsäure und von Holzessig mit weniger als 3½ % Essigsäure ist untersagt.

Art. 4. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den in Art. 4 des vorerwähnten Gesetzes vom 28. November 1914 vorgesehenen Strafen bestraft.

Art. 5. Dieser Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „*Mémorial*“ in Kraft.

Luxemburg, den 5. Juli 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. F a b e r.

Großh. Beschluß vom 5. Juli 1918, betreffend Verkaufserzeugung und Transport von Fleischwaren aus Hauschlachtungen.

Wir **Maria Adelheid**, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc.;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 15. März 1915, welches der Regierung die nötigen Befugnisse erteilt zur Wahrung der wirtschaftlichen Interessen des Landes während des Krieges;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 12. November 1916, betreffend die Hauschlachtungen;

Nach Einsicht des Art. 27 des Gesetzes vom 16. Januar 1866, über die Einrichtung des Staatsrates, und in Anbetracht der Dringlichkeit;

Après délibération du Gouvernement en conseil;

Avons arrêté et arrêtons:

Art. 1^{er}. L'art. 5 de l'arrêté grand-ducal du 12 novembre 1916 prévisé, subordonnant toute vente ou cession de produits provenant d'abatages privés à une autorisation spéciale écrite de l'Office d'achat et de répartition, est abrogé pour autant qu'il concerne le jambon et le lard fumés ou séchés.

Toutefois la vente ou cession ainsi que l'acquisition de jambon et de lard fumés ou séchés ne sont permises sans autorisation spéciale que jusqu'à concurrence d'un poids ne dépassant pas, par ménage et par mois, 5 kilogrammes en ce qui concerne le jambon, et 2 kilogrammes en ce qui concerne le lard, le tout sans préjudice de la cession obligatoire à l'État de certaines quantités de produits de ces espèces.

Art. 2. Sans préjudice des dispositions réglementant le commerce et le transport de produits de boucherie provenant d'étaux, tout transport de viandes ou de produits d'abatage est défendu sans une autorisation spéciale de l'Office d'achat et de répartition, sauf en ce qui concerne les produits visés à l'art. 1^{er} al. 2 jusqu'à concurrence des quantités y déterminées.

Art. 3. Les infractions et tentatives d'infraction aux dispositions du présent arrêté ou aux mesures d'exécution seront punies d'un emprisonnement de huit jours à trois ans et d'une amende de 26 à 3000 fr., ou d'une de ces peines.

La confiscation de l'objet de l'infraction sera ordonnée.

Art. 4. Notre Directeur général de l'agriculture, de l'industrie et du commerce est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera

Nach Beratung der Regierung im Konseil;

Saben beschlossen und beschließen:

Art. 1. Art. 5 des vorerwähnten Großh. Beschlusses vom 12. November 1916, wodurch jeder Verkauf und jede Abgabe von Fleischwaren aus Hauschlachtungen einer besonderen schriftlichen Ermächtigung der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale unterliegt, ist abgeschafft soweit er geräucherten oder gebürten Schinken und Speck betrifft.

Jedoch sind der Verkauf und die Abgabe sowie der Erwerb von geräuchertem oder gebürtem Schinken und Speck ohne besondere Ermächtigung nur bis zu einem Gewicht von höchstens 5 Kilogramm für Schinken und 2 Kilogramm für Speck pro Haushalt und Monat gestattet, alles unbeschadet der zwangsweisen Abgabe an den Staat von gewissen Mengen dieser Produkte.

Art. 2. Unbeschadet der Bestimmungen über Handel und Transport der Fleischwaren aus Fleischverkaufsläden, ist jeder Transport von Fleisch oder Fleischwaren ohne besondere Ermächtigung der Staatlichen Einkaufs- und Verteilungszentrale untersagt, ausgenommen die in Art. 1, Abschnitt 2 bezeichneten Produkte bis zu den darin festgesetzten Höchstmengen.

Art. 3. Zuwiderhandlungen und Versuche von Zuwiderhandlungen gegen die Bestimmungen dieses Beschlusses oder gegen die Ausführungsmaßnahmen werden mit Gefängnis von acht Tagen bis zu drei Jahren und mit Geldstrafe von 26 bis zu 3000 Fr. oder mit einer dieser Strafen bestraft.

Die Einziehung des Gegenstandes der Zuwiderhandlung wird angeordnet.

Art. 4. Unser General-Direktor des Ackerbaus, der Industrie und des Handels ist mit der Ausführung dieses Beschlusses beauftragt, der am

en vigueur le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 5 juillet 1918.

MARIE-ADÉLAÏDE.

Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,

J. FABER.

Arrêté du 6 juillet 1918, concernant la police
sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Attendu que la fièvre aphteuse a fait son
apparition dans la commune de Mersch et
qu'il y a urgence de prendre les mesures néces-
saires pour en enrayer la propagation;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sani-
taire du bétail;

Vu les art. 70 à 77 de l'arrêté ministériel du
14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette
loi;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'interdit est prononcé sur les loca-
lités de Mersch, Berschbach, Beringen et Rol-
lingen.

Les dispositions des art. 70, 71, 72, 73 et 77
de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913 trou-
veront leur application pour ces localités.

Art. 2. Une première zone d'observation
est formée par les localités de Lintgen, Gossel-
dange, Schönfels, Reekange, Pettingen et
Moesdorf.

Les dispositions des art. 74, 75, 76 et 77 du
susdit arrêté trouveront leur application pour
ces localités.

Art. 3. Une deuxième zone d'observation,
comprenant les localités de Beringerberg et
Angelsberg, est régie par les dispositions de
l'art. 77 du même arrêté.

Tage nach seiner Veröffentlichung im „Memo-
rial“ in Kraft tritt.

Luxemburg, den 5. Juli 1918.

Maria Adelhéid.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,

J. Faber.

Beschluß vom 6. Juli 1918, die Viehseuchen-
polizei betreffend.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Zu Anbetracht, daß die Maul- und Klauen-
seuche in der Gemeinde Mersch ausgebrochen
und es dringend geboten ist, die nötigen Maß-
regeln zu treffen, um deren Verschleppung zu
verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912,
über die Viehseuchenpolizei;

Nach Einsicht der Art. 70 bis 77 des Ministerial-
beschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausfüh-
rung dieses Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Die Sperre ist über die Ortschaften
Mersch, Berschbach, Beringen und Rollingen
verhängt.

Die Bestimmungen der Art. 70, 71, 72, 73
und 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli
1913 finden auf diese Ortschaften Anwendung.

Art. 2. Das engere Beobachtungsgebiet um-
faßt die Ortschaften Lintgen, Gosseldingen
Schönfels, Reedingen, Pettingen und Moesdorf.

Auf diese Ortschaften finden die Bestimmungen
der Art. 74, 75, 76 und 77 des erwähnten Be-
schlusses Anwendung.

Art. 3. Ein weiteres Beobachtungsgebiet,
begreifend die Ortschaften Beringerberg und
Angelsberg, unterliegt den Bestimmungen des
Art. 77 desselben Beschlusses.

Art. 4. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

Art. 5. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 6 juillet 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.*

Arrêté du 6 juillet 1918, concernant la police sanitaire du bétail.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE,
DE L'INDUSTRIE ET DU COMMERCE;

Attendu que la fièvre aphteuse a fait son apparition dans la localité de Hunsdorf et qu'il y a urgence de prendre les mesures nécessaires pour en enrayer la propagation;

Vu la loi du 29 juillet 1912, sur la police sanitaire du bétail;

Vu les art. 70 à 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913, concernant l'exécution de cette loi;

Arrête:

Art. 1^{er}. L'interdit est prononcé sur la section de Hunsdorf.

Les dispositions des art. 70, 71, 72, 73 et 77 de l'arrêté ministériel du 14 juillet 1913 trouveront leur application pour la dite section.

Art. 2. Une première zone d'observation est formée par les localités de Prettingen, Lorentzweiler, Helmdange, Bofferdange et Steinsel.

Sont applicables à ces localités les dispositions des art. 74, 75, 76 et 77 du susdit arrêté.

Art. 4. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, in Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912, vorgesehenen Strafen geahndet.

Art. 5. Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 6. Juli 1918.

*Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.*

Beschluß vom 6. Juli 1918, die Viehschnepfenpolizei betreffend.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels;

Zu Anbetracht, daß die Maul- und Klauenseuche in der Ortschaft Hunsdorf ausgebrochen und es dringend geboten ist, die nötigen Maßregeln zu treffen, um deren Verschleppung zu verhindern;

Nach Einsicht des Gesetzes vom 29. Juli 1912, über die Viehschnepfenpolizei;

Nach Einsicht der Art. 70 bis 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913, betreffs Ausführung dieses Gesetzes;

Beschließt:

Art. 1. Die Sperre ist über die Sektion Hunsdorf verhängt.

Die Bestimmungen der Art. 70, 71, 72, 73 und 77 des Ministerialbeschlusses vom 14. Juli 1913 finden auf diese Sektion Anwendung.

Art. 2. Das engere Beobachtungsgebiet umfaßt die Ortschaften Prettingen, Lorentzweiler, Helmdingen, Bofferdingen und Steinsel.

Auf diese Ortschaften finden die Bestimmungen der Art. 74, 75, 76 und 77 des erwähnten Beschlusses Anwendung.

Art. 3. Une deuxième zone d'observation, comprenant les localités de Blascheid et Asselscheuer, est régie par les dispositions de l'art. 77 du même arrêté.

Art. 4. Les infractions au présent arrêté seront punies des peines prévues par l'arrêté grand-ducal du 26 juin 1913, pris en exécution de la loi du 29 juillet 1912.

Art. 5. Le présent arrêté sera obligatoire le lendemain de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 6 juillet 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*
J. FABER.

Avis. Association syndicale.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera ouvert du 23 juillet au 6 août 1918, dans la commune de Troisvierges, une enquête sur le projet et les statuts d'une association à créer pour l'établissement de deux chemins d'exploitation aux lieux dits « In der Heimicht, am Kesseleschkreuz » à Troisvierges.

Le plan de situation, le devis détaillé des travaux, un relevé alphabétique des propriétaires intéressés, ainsi que le projet des statuts de l'association sont déposés au secrétariat communal de Troisvierges, à partir du 23 juillet prochain.

M. M. Glesener, membre de la commission d'agriculture à Bervaange (Clervaux), est nommé commissaire à l'enquête. Il donnera les explications nécessaires aux intéressés, sur le terrain, le mardi, 6 août prochain, de 9 à 11 heures du matin, et recevra les réclamations le même jour, de 2 à 4 heures de relevée, dans l'ancienne salle d'école des garçons à Troisvierges.

Luxembourg, le 3 juillet 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*
J. FABER.

Art. 3. Ein engeres Beobachtungsgebiet, begreifend die Ortschaften Blascheid und Asselscheuer, unterliegt den Bestimmungen des Art. 77 desselben Beschlusses.

Art. 4. Zuwiderhandlungen gegen diesen Beschluß werden mit den durch Großh. Beschluß vom 26. Juni 1913, in Ausführung des Gesetzes vom 29. Juli 1912, vorgesehene Strafen geahndet.

Art. 5. Gegenwärtiger Beschluß tritt am Tage nach seiner Veröffentlichung im „Memorial“ in Kraft.

Luxemburg, den 6. Juli 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.

Bekanntmachung. Schuldittatsgenossenschaft.

Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 28. Dezember 1883 wird vom 23. Juli auf den 6. August 1918, in der Gemeinde Wifflingen eine Voruntersuchung abgehalten über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossenschaft für Anlage von zwei Feldwegen, Orte genannt „In der Heimicht, am Kesseleschkreuz“ zu Wifflingen.

Der Situationsplan, der Kostenschlag, ein alphabetisches Verzeichnis der beteiligten Eigentümer sowie das Projekt des Genossenschaftsaktens sind auf dem Gemeindefekretariat von Wifflingen vom 23. Juli künftighin ab, hinterlegt.

Hr. M. Glesener, Mitglied der Ackerbaukommission zu Biegen (Clerv), ist zum Untersuchungskommissar ernannt. Die nötigen Erklärungen wird er den Interessenten, am Dienstag, den 6. August 1918, von 9-11 Uhr morgens, am Ort und Stelle geben und am selben Tage, von 2-4 Uhr nachmittags, etwaige Einsprüche in alten Knabenschulsale entgegennehmen.

Luxemburg, den 3. Juli 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.

Avis. — Assurance-maladie.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, les modifications ci-après, apportées aux statuts de la *Caisse régionale de maladie*, à Echternach, par décision de l'assemblée générale du 12 mai 1918, ont été approuvées:

Art. 12. Als Maßstab für die Bemessung des Krankengeldes werden die Kassenmitglieder in fünf Klassen eingeteilt:

1. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 9,00 und mehr beträgt;
2. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 7,00 bis 8,99 Fr. beträgt;
3. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 5,00 bis 6,99 Fr. beträgt;
4. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 3,00 bis 4,99 Fr. beträgt;
5. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 2,99 und weniger beträgt.

Der Durchschnittliche Tagelohn ist bis auf weiteres festgesetzt:

für die 1. Klasse auf.....	10 00 Fr.
für die 2. Klasse auf.....	8 00 Fr.
für die 3. Klasse auf.....	6 00 Fr.
für die 4. Klasse auf.....	4 00 Fr.
für die 5. Klasse auf.....	2 00 Fr.

Art. 13, Abs. 3. Im Falle der Erwerbsunfähigkeit..... und zwar:

a) für Mitglieder der 1. Klasse von.....	5 00 Fr.
b) für Mitglieder der 2. Klasse von.....	4 00 Fr.
c) für Mitglieder der 3. Klasse von.....	3 00 Fr.
d) für Mitglieder der 4. Klasse von.....	2 00 Fr.
e) für Mitglieder der 5. Klasse von.....	1 00 Fr.

Art. 20. Für den Todesfall..... und zwar:

1. für Mitglieder der 1. Klasse von.....	120 Fr.
2. für Mitglieder der 2. Klasse von.....	120 Fr.
3. für Mitglieder der 3. Klasse von.....	120 Fr.
4. für Mitglieder der 4. Klasse.....	80 Fr.
5. für Mitglieder der 5. Klasse von.....	60 Fr.

Art. 29. Ein Eintrittsgeld im Betrag von Fr. 5,00 für die erste Klasse, von 4,00 Fr. für die zweite, von 3 Fr. für die dritte, von Fr. 2 für die vierte, und von Fr. 1,50 für die letzte Klasse wird nur von denjenigen neu beitretenden Mitgliedern erhoben, welche seit den letzten dreizehn Wochen keiner andern Krankenkasse angehört haben.

Art. 30. Die wöchentlichen Kassenbeiträge betragen:

1. für die 1. Klasse Fr. 1,60 für das Mitglied und Fr. 0,80 für den Arbeitgeber;
2. für die 2. Klasse Fr. 1,28 für das Mitglied und Fr. 0,64 für den Arbeitgeber;
3. für die 3. Klasse Fr. 0,96 für das Mitglied und Fr. 0,48 für den Arbeitgeber;
4. für die 4. Klasse Fr. 0,64 für das Mitglied und Fr. 0,32 für den Arbeitgeber;
5. für die 5. Klasse Fr. 0,32 für das Mitglied und Fr. 0,16 für den Arbeitgeber.

Als Woche gilt der Zeitraum von Montag bis Sonntag einschließlich.

Luxembourg, le 15 juin 1918.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
L. KAUFFMAN.*

Luxemburg, den 15. Juni 1918.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman.

Avis. Assurance-maladie.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, les modifications ci-après, apportées aux statuts de la *Caisse régionale de maladie à Bettendorf*, par décision de l'assemblée générale du 26 mai 1918, ont été approuvées:

Bekanntmachung. — Krankenversicherung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind nachstehende, durch die Generalversammlung vom 26. Mai 1918 am Statut der Bezirkskrankenkasse zu Bettendorf, vorgenommene Änderungen genehmigt worden:

Art. 12. Als Maßstab für die Bemessung des Krankengeldes werden die Kassenmitglieder in acht Klassen eingeteilt:

1. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 9,50 und mehr beträgt.
 2. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 8,50 - 9,49 beträgt.
 3. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 7,50 - 8,49 beträgt.
 4. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 6,50 - 7,49 beträgt.
 5. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 5,50 - 6,49 beträgt.
 6. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 4,50 - 5,49 beträgt.
 7. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 3,50 - 4,49 beträgt.
 8. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag weniger als Fr. 3,50 beträgt.
- Der durchschnittliche Tagelohn ist bis auf weiteres festgesetzt:

Für die 1. Klasse auf	10 00 Fr.
Für die 2. Klasse auf	9 00 Fr.
Für die 3. Klasse auf	8 00 Fr.
Für die 4. Klasse auf	7 00 Fr.
Für die 5. Klasse auf	6 00 Fr.
Für die 6. Klasse auf	5 00 Fr.
Für die 7. Klasse auf	4 00 Fr.
Für die 8. Klasse auf	3 00 Fr.

Art. 13. 3. Im Falle der Erwerbsunfähigkeit ein Krankengeld und zwar:

- a) für Mitglieder der 1. Klasse von 5 00 Fr.
- b) für Mitglieder der 2. Klasse von 4 50 Fr.
- c) für Mitglieder der 3. Klasse von 4 00 Fr.
- d) für Mitglieder der 4. Klasse von 3 50 Fr.
- e) für Mitglieder der 5. Klasse von 3 00 Fr.
- f) für Mitglieder der 6. Klasse von 2 50 Fr.
- g) für Mitglieder der 7. Klasse von 2 00 Fr.
- h) für Mitglieder der 8. Klasse von 1 50 Fr.

Art. 20. Für den Todesfall eines Mitgliedes gewährt die Kasse ein Sterbegeld im zwanzigtachen Betrag des durchschnittlichen Tagelohnes und zwar:

1. für Mitglieder der 1. Klasse von 120 Fr.
2. für Mitglieder der 2. Klasse von 120 Fr.
3. für Mitglieder der 3. Klasse von 120 Fr.
4. für Mitglieder der 4. Klasse von 120 Fr.
5. für Mitglieder der 5. Klasse von 120 Fr.
6. für Mitglieder der 6. Klasse von 100 Fr.
7. für Mitglieder der 7. Klasse von 80 Fr.
8. für Mitglieder der 8. Klasse von 60 Fr.

Art. 29. Das Eintrittsgeld wurde festgesetzt auf 6 Fr. für die 1. und 2. Klasse, auf 5 Fr. für die 3. und 4. Klasse, auf 4 Fr. für die 5. Klasse, auf 3 Fr. für die 6. Klasse, auf 2 Fr. für die 7. Klasse und auf 1,50 Fr. für die 8. Klasse.

Art. 30. Die wöchentlichen Kassenbeiträge betragen:

1. für die 1. Klasse, Fr. 1,60 für das Mitglied und Fr. 0,80 für den Arbeitgeber.
2. für die 2. Klasse, Fr. 1,44 für das Mitglied und Fr. 0,72 für den Arbeitgeber.
3. für die 3. Klasse, Fr. 1,28 für das Mitglied und Fr. 0,64 für den Arbeitgeber.
4. für die 4. Klasse, Fr. 1,12 für das Mitglied und Fr. 0,56 für den Arbeitgeber.
5. für die 5. Klasse, Fr. 0,96 für das Mitglied und Fr. 0,48 für den Arbeitgeber.
6. für die 6. Klasse, Fr. 0,80 für das Mitglied und Fr. 0,40 für den Arbeitgeber.
7. für die 7. Klasse, Fr. 0,64 für das Mitglied und Fr. 0,32 für den Arbeitgeber.
8. für die 8. Klasse, Fr. 0,48 für das Mitglied und Fr. 0,24 für den Arbeitgeber.

Luxembourg, le 28 juin 1918.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
L. KAUFFMAN.*

Luxemburg, den 28. Juni 1918.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman.*

Avis. — Assurance-maladie.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, les modifications ci-après, apportées à l'art. 5 des statuts de chacune des quatre caisses de maladie des *Aciéries Réunies Burbach-Düdelange*, à savoir:

- 1^o la Caisse de maladie de l'Usine de Dommeldange,
- 2^o id. de Dudelange;
- 3^o id. d'Esch-s.-Alz. et
- 4^o id. des Minières, à Esch-s.-Alz., ont été approuvées.

Art. 5 b, Abs. 3 erhält folgende erweiterte Fassung:

Als Familienangehörige gelten die Frau und die Kinder bis zum vollendeten 16. Lebensjahre; die Mädchen so lange sie zu Lasten der Eltern sind.

Außerdem die Eltern der unverheirateten Kassenmitglieder, für deren Unterhalt letztere *nachweislich* aufkommen.

Luxembourg, le 28 juin 1918.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
L. KAUFFMAN.*

Bekanntmachung. Krankenfürsicherung.

Durch Beschlüsse des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind nachstehende, an Art. 5 einer jeden der vier Betriebskrankenkassen der Vereinigten Hüttenwerke Burbach-Eich-Dübelingen:

1. der Betriebskrankenkasse Werk Dommeldingen,
2. id. Werk Dübelingen;
3. id. Werk Esch a. d. Alz., und
4. id. Stubenabteilung Esch a. d. Alz., vorgenommene Änderungen genehmigt worden:

Luxemburg, den 28. Juni 1918.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman.*

Avis. — Assurance-maladie.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, les modifications ci-après, apportées aux statuts de la *Caisse régionale de maladie, à Clermont*, par décision de l'assemblée générale du 9 juin 1918, ont été approuvées:

Bekanntmachung. — Krankenversicherung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind nachstehende, durch die Generalversammlung vom 9. Juni 1918 am Statut der Bezirkskrankenkasse zu Clerf vorgenommene Änderungen genehmigt worden:

Art. 12. Als Maßstab für die Bemessung des Krankengeldes werden die Kassenmitglieder in sechs Klassen eingeteilt:

1. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 7,50 und mehr beträgt;
2. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 6,50 bis 7,49 Fr. beträgt;
3. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 5,50 bis 6,49 Fr. beträgt;
4. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 4,50 bis 5,49 Fr. beträgt;
5. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 3,50 bis 4,49 Fr. beträgt;
6. Klasse: Kassenmitglieder, deren Arbeitsverdienst für den Arbeitstag Fr. 3,49 und weniger beträgt.

Der Durchschnittliche Tagelohn ist bis auf weiteres festgesetzt:

Für die 1. Klasse auf	8 00 Fr.
Für die 2. Klasse auf	7 00 Fr.
Für die 3. Klasse auf	6 00 Fr.
Für die 4. Klasse auf	5 00 Fr.
Für die 5. Klasse auf	4 00 Fr.
Für die 6. Klasse auf ..	3 00 Fr.

Art. 13, Abs. 3. Im Falle der Erwerbsunfähigkeit..... und zwar:

- a) für Mitglieder der 1. Klasse von..... 4 00 Fr.
- b) für Mitglieder der 2. Klasse von..... 3 50 Fr.
- c) für Mitglieder der 3. Klasse von..... 3 00 Fr.
- d) für Mitglieder der 4. Klasse von..... 2 50 Fr.
- e) für Mitglieder der 5. Klasse von..... 2 00 Fr.
- f) für Mitglieder der 6. Klasse von..... 1 50 Fr.

Art. 20. Für den Todestall..... und zwar:

1. für Mitglieder der 1. Klasse von..... 120 Fr.
2. für Mitglieder der 2. Klasse von..... 120 Fr.
3. für Mitglieder der 3. Klasse von..... 120 Fr.
4. für Mitglieder der 4. Klasse von..... 100 Fr.
5. für Mitglieder der 5. Klasse von..... 80 Fr.
6. für Mitglieder der 6. Klasse von..... 60 Fr.

Art. 29. Im Eintrittsgeld im Betrage von Fr. 3,75 für die zwei ersten Klassen, von 2,50 Fr. für die dritte und vierte Klasse und von Fr. 1,25 für die beiden letzten Klassen wird nur von denjenigen neu beitretenden Mitgliedern erhoben, welche seit den letzten dreizehn Wochen keiner andern Krankenkasse angehört haben.

Art. 30. Die wochentlichen Kassenbeiträge betragen:

1. für die 1. Klasse Fr. 1,28 für das Mitglied und Fr. 0,64 für den Arbeitgeber;
2. für die 2. Klasse Fr. 1,12 für das Mitglied und Fr. 0,56 für den Arbeitgeber;
3. für die 3. Klasse Fr. 0,96 für das Mitglied und Fr. 0,48 für den Arbeitgeber;
4. für die 4. Klasse Fr. 0,80 für das Mitglied und Fr. 0,40 für den Arbeitgeber;

5. für die 5. Klasse Fr. 0,64 für das Mitglied und Fr. 0,32 für den Arbeitgeber;
6. für die 6. Klasse Fr. 0,48 für das Mitglied und Fr. 0,24 für den Arbeitgeber.
Als Woche gilt der Zeitraum von Montag bis Sonntag einschließlich.

Luxembourg, le 29 juin 1918.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
L. KAUFFMAN.

Luxembourg, den 29. Juni 1918.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman.

Avis. - Assurance-maladie.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, les modifications ci-après, apportées aux statuts de la caisse de maladie de la *Brasserie de Luxembourg*, à Luxembourg, par décision de l'assemblée générale de la caisse en date du 9 juin 1918, ont été approuvées:

Art. 10. Das Krankengeld beträgt $\frac{2}{6}$ des wirklichen Tagelohnes, soweit derselbe zehn Franken nicht übersteigt.

Art. 18. Der Höchstbetrag für Sterbegeld beträgt 120 Fr., der Mindestbetrag 60 Fr.

Art. 20. Die Beiträge sind festgesetzt auf $4\frac{1}{2}$ % des wirklichen Tagelohnes, soweit derselbe 10 Fr. nicht übersteigt. Die Mitglieder bezahlen $\frac{2}{3}$ und der Arbeitgeber $\frac{1}{3}$ der Beiträge.

Luxembourg, le 29 juin 1918.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
L. KAUFFMAN.

Bekanntmachung. - Krankenversicherung.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage sind nachstehende, durch die Generalversammlung vom 9. Juni 1918 am Statut der Betriebstrankenkasse der Brasserie de Luxembourg zu Luxemburg vorgenommene Änderungen genehmigt worden:

Luxembourg, den 29. Juni 1918.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman.

Avis. - Conseil d'Etat.

Par arrêté grand-ducal du 2 juillet 1918, M. Victor Thorn a été confirmé, pour un nouveau terme d'un an, dans ses fonctions de président du Conseil d'Etat.

Luxembourg, le 3 juillet 1918.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,*
L. KAUFFMAN.

Bekanntmachung. Staatsrat.

Durch Großh. Beschluß vom 2. Juli 1918 ist Hr. V. Thorn neuerdings auf ein Jahr als Präsident des Staatsrates bestätigt worden.

Luxembourg, den 3. Juli 1918.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
L. Kauffman.

Avis. - Règlement communal.

En séance du 17 février 1918, le conseil communal de Wellenstein a modifié le règlement sur la conduite d'eau dans la commune de Wellenstein. — Cette modification a été dûment publiée.

Luxembourg, le 5 juillet 1918.

Le Directeur général de l'intérieur,
M. KOHN.

Bekanntmachung. - Gemeinderèglement.

In seiner Sitzung vom 17. Februar 1918 hat der Gemeinderat von Wellenstein das Wasserleitungsreglement dieser Gemeinde abgeändert. — Diese Abänderung ist vorschriftsmäßig veröffentlicht worden.

Luxembourg, den 5. Juli 1918.

Der General-Direktor des Innern,
M. Kohn.

Avis. -- Vétérinaire du Gouvernement.

Par arrêté du soussigné en date de ce jour, M. Émile *Moutrier* a été nommé définitivement aux fonctions de vétérinaire du Gouvernement à la résidence de Grevenma her, pour exercer ses fonctions dans le ressort du canton de ce nom.

Luxembourg, le 5 juillet 1918.

*Le Directeur général de l'Agriculture,
de l'industrie et du commerce,
J. FABER.*

Bekanntmachung. -- Staats-tierärzte.

Durch Beschluß des Unterzeichneten vom heutigen Tage ist Hr. Emil *Moutrier* definitiv zum Staats-tierarzt mit dem Wohnsitz Grevenmacher ernannt worden, um sein Amt in dem Canton dieses Namens wahrzunehmen.

Luxemburg, den 5. Juli 1918.

Der General-Direktor des Ackerbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.

Avis. -- Service sanitaire.

Tableau des maladies contagieuses observées dans les différents cantons du 8 au 22 juin 1918.

Bekanntmachung. -- Sanitätswesen.

Verzeichnis der in den verschiedenen Cantonen vom 8. bis 22. Juni 1918 festgestellten ansteckenden Krankheiten.

N° d'ordre.	Cantons.	Localités.	Fièvre typhoïde.	Dyphtérie.	Coqueluche.	Scarlatine.	Varole.	Affections puerpérales.
1	Luxembourg-ville.	Limpertsberg.	»	1	»	»	»	»
		Ra' m.	1	»	»	»	»	»
2	Capellen.	Kœrich.	1	»	»	»	»	»
3	Esch sur-Alzette.	Differdange.	»	»	1	»	»	»
4	Luxembourg-camp.	Klich	»	»	1	»	»	»
5	Mersch.	Larochette	»	1	»	»	»	»
		Mersch	»	1	»	»	»	»
6	Clervaux.	Biwisch	»	1	»	»	»	»
		Beitfeld	»	1	»	»	»	»
		Weiwampach	»	2	»	»	»	»
7	Redange.	Redange	1	»	»	»	»	
8	Remich.	Trintangé	1	1	»	»	»	
		Total. . .	4	8	2	»	»	»

Avis. Associations syndicales.

Conformément à l'art. 10 de la loi du 28 décembre 1883, il sera procédé à l'enquête sur les projets et statuts d'associations syndicales à

Bekanntmachung. - Syndikatsgenossenschaft.

(Gemäß Art. 10 des Gesetzes vom 20. Dezember 1883 erfolgt die Untersuchung über das Projekt und die Statuten einer zu bildenden Genossen-

créer pour l'établissement de chemins d'exploitation à 1^o Mörnsdorf, commune de Mompach, aux lieux dits « zwischen den Gräben », « im Gehr »; 2^o Consthum-Kautenbach, aux lieux dits « in der Krepbach », « Klehberg », du 25 juillet au 8 août 1918.

Les pièces prévues par l'art. 1^{er} de l'arrêté r. g.-d. du 21 janvier 1885, seront déposées, pendant le délai indiqué, aux secrétariats communaux intéressés.

Luxembourg, le 28 juin 1918.

*Le Directeur général de l'agriculture,
de l'industrie et du commerce,*
J. FABER.

schaft für die Anlage von Feldwegen zu 1. Mörnsdorf, (Gemeinde Mompach), Orte genannt „zwischen den Gräben“, „im Gehr“; 2. Consthum-Kautenbach, Orte genannt „in der Krepbach“, „Klehberg“, vom 25. Juli auf den 8. August 1918.

Die durch Art. 1 des Kgl. Großh. Beschlusses vom 21. Januar 1885 bezeichneten Aktenstücke werden während obiger Frist auf den betreffenden Gemeinde-Sekretariaten offen liegen.

Luxemburg, den 28. Juni 1918.

Der General-Direktor des Vaterbaus,
der Industrie und des Handels,
J. Faber.

Relevé des agents d'assurances agréés pendant le mois de juin 1918.

N ^o d'ordre.	Noms et domicile.	Qualité.	Compagnies d'assurances.	Agréation.
1	Majerus Jean, cultivateur à Reichlange.	Agent.	1) « Les Propriétaires Réunis » (incendie) à Bruxelles. 2) Compagnie d'Assurances Générales sur la vie des hommes établie à Paris.	5 juin.
2	Trauffer Victor, hôtelier à Useldange.	id.	« Société Générale Néerlandaise » (vie) à Amsterdam.	10 id.
3	Wengler Albert à Rosport.	id.	1) Germania (vie) à Stettin. 2) Gladbacher Feuer-Vers.-Gesellschaft à M. Gladbach. 3) Magdeburger Hugo-Versicherungsgesellschaft à Magdebourg.	13 id.
4	Geygen Strasser Nicolas, cafetier à Dudelange.	id.	Compagnies belges d'Assurances Générales contre les risques d'incendie et sur la vie, à Bruxelles.	13 id.
5	Barnich Alphonse à Esch-s.-A.	id.	id. id.	17 id.
6	Wilhelmy Charles, peintre-décorateur à Rumelange.	id.	id. id.	20 id.

Luxembourg, le 30 juin 1918.

Le Ministre d'État, Président du Gouvernement,
L. KAUFMAN.

« 26 »

Noter 264